



**PRÉFET
DU TERRITOIRE
DE BELFORT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE LA RELANCE

Préfecture du Territoire de Belfort
Vendredi 7 mai 2021 - 10h



ORDRE DU JOUR

Introduction (10 min)

1. Déploiement de France relance dans le Territoire de Belfort (50 min)

- a. Résilience
- b. Emploi et compétitivité
- c. Cohésion sociale et territoriale
- d. Transition écologique

2. Perspectives : accord et contrats de relance (10 min)

3. Temps d'échange libre (20 min)



Introduction

M. le Préfet du Territoire de Belfort

Quelques mesures emblématiques France Relance :

Dotations exceptionnelles de l'État aux collectivités dans le TdB:

1,986 M€

de DSIL exceptionnelle en 2020

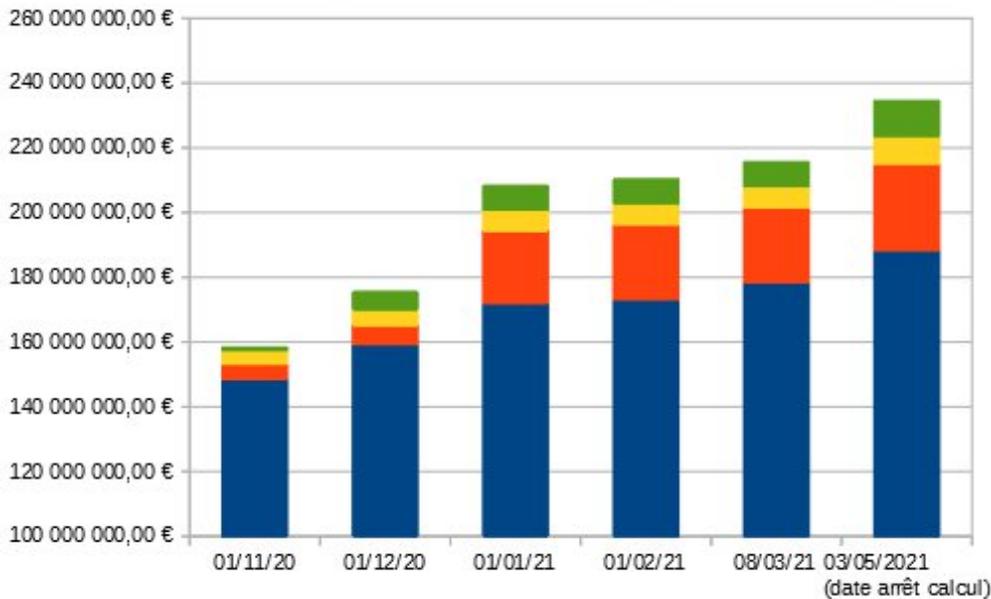
3,283 M€

de DSIL/DSID énergétiques en 2021

Plan #1Jeune1Solution

Soutien à la culture, au tourisme, aux collectivités

Bilan chiffré de la relance dans le Territoire :



- Volet « Transition écologique »
- Volet « Cohésion sociale »
- Volet « Emploi et compétitivité »
- Volet « Résilience »

9,5 M€

10,9 M€

26,7 M€

188 M€

214 M€ au 8/03/21

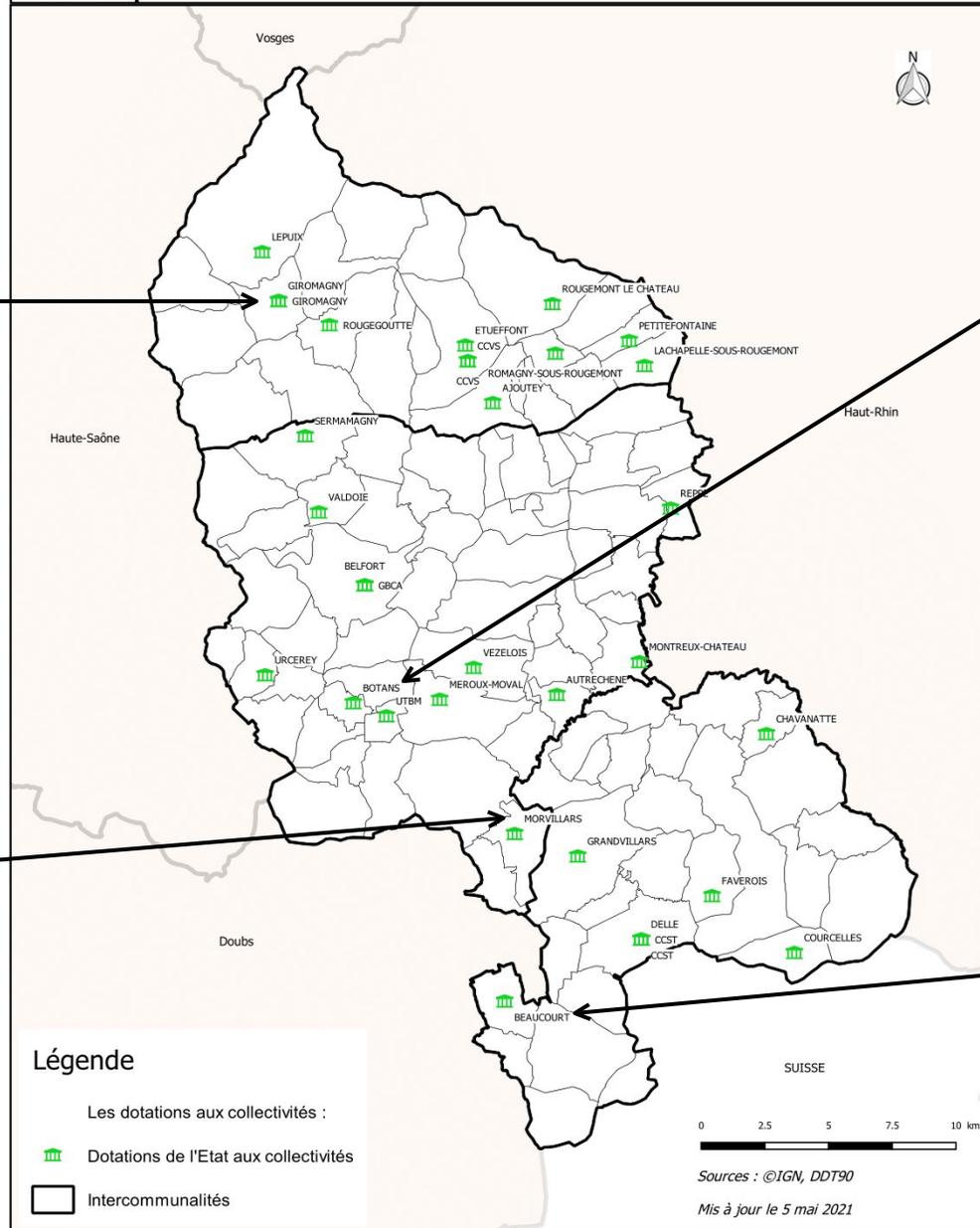
235 M€ engagés au 3/05/21

Répartition des aides relatives au plan de relance

Dotations de l'Etat aux collectivités



École du Dr Benoît Giromagny



Légende

Les dotations aux collectivités :

- Dotations de l'Etat aux collectivités
- Intercommunalités



Chaufferie



Mairie et Agence postale Morvillars



Gymnase Beaucourt

Un enjeu de mobilisation autour de l'information

Communiquer



A l'occasion de la visite @Djebbari_JB, Ministre chargé des #Transports, remise d'un chèque symbolique aux entreprises #H2SYS et @AvionMauboussin soutenues dans le cadre du plan #FranceRelance. Des projets accompagnés par l'État pour consolider notre écosystème #H2 local.



@Prefet90



@Prefet_90

Comité départemental d'examen des difficultés financières des entreprises
9 CODEFI, plus de 30 entreprises suivies,
2300 emplois



Animer les réseaux d'acteurs

8 Comités départementaux de suivi de la relance et de développement économique depuis octobre 2020



Un enjeu de mobilisation autour de l'information

PANNEAUX DE CHANTIER



PRÉFET
DU TERRITOIRE
DE BELFORT

*Liberté
Égalité
Fraternité*



RÉALISATION COFINANCÉE
PAR FRANCE RELANCE

Des panneaux de chantier vont être remis à l'ensemble des collectivités / entreprises ayant bénéficié des aides France Relance afin de les afficher et valoriser cette aide.



Un enjeu de mobilisation autour de l'information

PRÉFET DU TERRITOIRE DE BELFORT
Les services de l'État dans le Territoire de Belfort

Services de l'État | Politiques publiques | Actualités | Publications | Démarches administratives | Vous êtes...

Accueil > Politiques publiques > Relance, Economie, emploi, entreprise, aménagement commercial > France Relance > Le plan France Relance et les appels à projets > France Relance : consultez les appels à projets

Le plan France Relance et les appels à projets
France Relance : consultez les appels à projets
France Relance : appel à projets jardins partagés
France Relance : appel à projets Alimentation locale et solidaire
France Relance : les appels à projets au bénéfice de l'économie sociale et solidaire

France Relance : consultez les appels à projets
Mise à jour le 26/01/2021

Le ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance a élaboré un calendrier pour vous permettre de suivre les appels à projets du Plan de relance : dates d'ouverture et de fermeture, thématique.

Chaque appel à projets est relié à la mesure « France Relance » dans laquelle il s'inscrit par l'intermédiaire d'un lien cliquable.

Pour chaque appel à projets en cours, vous trouverez les liens pour télécharger le cahier des charges et vous inscrire.

Les fiches de couleurs représentent les différentes phases d'appels à projets.

Les données de ce calendrier seront actualisées régulièrement.

cfCALENDRIER DES AAP

Partager

<https://www.territoire-de-belfort.gouv.fr>

Lettres de la relance

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ADEME
L'ADEME en Bourgogne-Franche-Comté
Agence de la transition écologique

APPRETS | AIDES | PROJETS | FORMATIONS | LETTRES DE LA RELANCE

L'ADEME en région | EXPERTISES | ACTUALITÉS | MÉTHODES | PARTICULIERS ET ÉCO-CIToyENS | ENTREPRISES ET MONDE AGRICOLE | COLLECTIVITÉS ET SECTEUR PUBLIC

L'ADEME Bourgogne-Franche-Comté

L'ADEME en Bourgogne-Franche-Comté participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la maîtrise de l'énergie, des déchets et plus généralement du climat et de la transition énergétique et écologique.

Le dérythmage du mois n°4
Plan de relance : un temps de pose pour accompagner les TPE, PME dans la transition écologique.

Décarboner l'industrie en Bourgogne-Franche-Comté
Le replay du webinar du 23 mars est disponible !

L'ADEME BFC honore
un ingénieur agriculture / Méthanisation / Territoires (HIF)

<https://bourgogne-franche-comte.ademe.fr/>

Faire connaître les dispositifs



RELANCE|90.fr

La plateforme d'orientation pour les chefs d'entreprise du Territoire de Belfort

Dans le cadre du plan national France Relance, les services de l'État, les Chambres Consulaires, la Banque des Territoires et BPI France ont créé cette plateforme à l'intention des entreprises du Territoire de Belfort.

L'objectif est de vous offrir un contact direct en mesure de répondre à vos interrogations et qui vous accompagne vers les dispositifs adaptés à vos besoins.

Vous recherchez un soutien pour

UNE DIFFICULTÉ
Trésorerie, crédit, activité partielle, conseils...

UN PROJET
Numérique, transition énergétique, industrie...

relance90.fr

France Relance | Plan d'accélération régional | Plan de relance européen | Aides et Dispositifs | Demande de renseignements

Bénéficiaire ? | Thématique ?

ACTUALITÉS | 8 Mar 2021 / Production et distribution d'hydrogène à Auxerre

La Relance en BFC

relance-bfc.fr



**PRÉFET
DU TERRITOIRE
DE BELFORT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

1. Déploiement de France Relance dans le Territoire de Belfort





a. Résilience

Soutien aux entreprises en difficulté

M. le directeur départemental des finances publiques

Exemples de soutien de l'Etat aux entreprises

Fonds de solidarité : mieux prendre en compte le chiffre d'affaires et les coûts fixes des commerçants et entreprises touchés par les mesures sanitaires

29,1 M€

113,8 M€

Prêts garantis par l'État : report d'un an du remboursement et différé d'amortissement

Prêts exceptionnels participatifs de l'État, prêts bonifiés et avances remboursables de l'État

1,15 M€

1,7 M€

Étalements fiscaux jusqu'à 36 mois selon la situation

Actée dans la loi de finances pour 2021

Réduction conjointe :

- de la **cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)**,
- de la **cotisation foncière des entreprises (CFE)**, de la **taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)** pour leurs établissements industriels,
- abaissement du taux de plafonnement de la **cotisation économique territoriale (CET)**.

16,5 M€

**1425
entreprises**

**11000€/
entreprise
bénéficiaire
en moyenne**

Activité partielle

Mme la Directrice de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP)

A compter du 1^{er} juin 2021:

Pour les entreprises relevant des secteurs non protégés:

- le taux d'indemnisation passe à **60%** pour les salariés (contre 70% actuellement)
- le taux d'allocation passe à **36%** pour les employeurs (contre 60%). Le reste-à-charge est de **26%**.



Pour les entreprises relevant des secteurs protégés (S1 et S1 bis) ou fermées administrativement :

- le taux d'indemnisation des salariés reste à **70%** jusqu'au 30/06.
- le taux d'allocation est de **60%** pour les employeurs. Le reste-à-charge est nul. Le taux d'allocation passera à **36%** à compter du 1^{er} juillet.

16 620

salariés
bénéficiaires

2 369

établissements
bénéficiaires

4 213 955

heures
indemnisées



Une action ciblée à destination des restaurateurs

M. le Directeur départemental des finances publiques

Le secteur de l'hôtellerie et de la restauration a largement bénéficié des mesures de résilience :

**1 422
salariés**

- **Activité partielle :**

- **237 établissements concernés** (93% du secteur dans le 90)
- **6 306 731 €** d'heures indemnisées

10,7 M€

- **Fonds de solidarité :**

- **1^{er} secteur bénéficiaire** dans le département



Calendrier de réouverture :

19 mai

Réouverture des terrasses (**6 personnes max par table**, respect du protocole sanitaire)

- Réouverture restaurants d'hôtels pour leurs clients (restauration assis et max 6 pers par table).
- Traiteurs, organisateurs de réceptions autorisés à organiser des réceptions en restauration assise uniquement.

9 juin

Ouverture de l'intérieur des cafés et restaurants dans le respect des jauges et protocoles adaptés à chaque lieu d'activité.

30 juin

Fin des limites de jauge selon la situation sanitaire locale et maintien des gestes barrières et de la distanciation sociale.



b. Emploi et compétitivité

Soutien à l'industrie

Service Économique de l'État en Région (SEER)

**Déjà 8 579 389 € d'investissements industriels
financés avec un fort effet de levier**



- **Fonds de modernisation automobile** : LISI, SMRC, Fonderie rapide belfortaine, Adler, MS Innov/Mintaka
- **Fonds de modernisation aéronautique** : Avions Mauboussin
- **Territoires d'industrie - volet territorial** : H2SYS, Macplus, USIDUC, MGO LePaul, MECADEP, Ananké

Les appels à projets du volet industriel
du Plan de Relance ont permis la création ou
le maintien de plus de **1 300 emplois**



SMRC
Samvardhana Motherson Reydel Companies

lisi AUTOMOTIVE

MGO
MACHINING THE FUTURE

 **Prothalia**

H₂SYS
Hydrogen to system

**FRANCE
MATÉRIAUX**
CONSTRUIRE ET RÉNOVER PRO

 **hynamics**
GROUPE EDF

 **AVIONSMAUBOUSSIN**

 **msinnov**
MINTAKA SYSTEM INNOVATION

 **GROUPE CITELE**

 **Macplus**
FRANCE

 **MECADEP**

 **USIDUC**

COURTOT
MATÉRIAUX 

Exemple d'investissement

+ Lauréats qui jouent le jeu de l'emploi

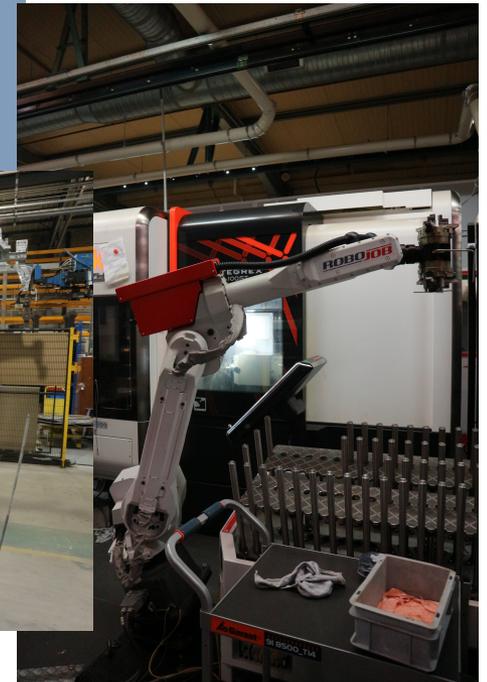
MACPLUS

La Chapelle-sous-Rougemont

800 000€ de subvention

→ pour l'acquisition d'équipements innovants et nécessaires à la diversification des activités et au développement de compétences technologiques complémentaires

→ Création de 50 nouveaux emplois.



H2SYS

800 000€ de subvention

→ maintien de 10 emplois et création de 15 nouveaux.

Derniers lauréats

Service Économique de l'État en Région (SEER)



FONDS DE MODERNISATION AUTOMOBILE

784 000 € d'aides pour la société Adler France SAS à Fontaine pour son projet « LWF In situ »

L'entreprise compte agrandir le site de production de Fontaine, augmenter ses capacités de production et diversifier son portefeuille de clients en Europe, en poursuivant la conquête de nouveaux marchés. Le projet qui consiste à relocaliser en France la fabrication de mousse permettra en plus de réduire l'empreinte carbone du site, de gagner en compétitivité et en réactivité, et devrait à terme créer de nouveaux emplois directs.



FONDS DE MODERNISATION AUTOMOBILE

1 230 389 € d'aides pour la société Mintaka System Innovation - Belfort et son futur projet.

Un projet qui vise à développer et industrialiser des «cobots» (robots collaboratifs) et des robots modulaires pour l'industrie, permettant de diversifier les tâches de production et augmenter l'agilité des entreprises.

Ce projet permettra à l'entreprise de passer de bureau d'études à concepteur.



FONDS D'ACCÉLÉRATION DES INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS DANS LES TERRITOIRES

565 000 € pour la start-up ANANKÉ - Belfort, pour l'industrialisation de son module de cogénération Keos©

Jeune entreprise innovante, fondée en 2017, ANANKÉ travaille au développement d'un module de Moteurs à Apport de Chaleur Externe (MACE) permettant de convertir la chaleur perdue, appelée chaleur fatale, en source d'énergie utile. L'appui financier obtenu dans le cadre de «France Relance» et du dispositif « Territoires d'industrie » permettra notamment à l'entreprise de perfectionner et de fiabiliser la technologie développée et d'en assurer sa production en petite série.



Les 4 fondateurs d'Ananké
 De gauche à droite :
 Mathieu DOUBS - Directeur Innovation
 Pierre RANC - Directeur Technique
 Brice BRYON - Président
 Thibaut CARTIGNY - Directeur Général



FONDS DE SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT INDUSTRIEL DANS LES TERRITOIRES

200 000 € de subventions pour la société MGO LEPAUL à Offemont.

Pour l'acquisition d'une nouvelle machine de fraisage 5 axes numérique et une découpeuse.



Poursuite du soutien à l'industrie en 2021



Service Économique de l'État en Région (SEER)

Volet « territorial » : Appel à projets « soutien des investissements industriels dans les territoires »



Investissements industriels à dimension territoriale et ayant des retombées socio-économiques fortes pour le territoire

(investissements à partir de 200 K€ à réaliser sur 2 ans maximum)



Volet « national » : Appels à projets sectoriels et secteurs critiques

- Secteurs aéronautique, automobile (invest à partir de 200 K€),
- Secteurs critique: agro-alimentaire, santé, électronique, intrants essentiels de l'industrie
- Télécoms 5G (à partir d'1 M€)

Clôture le 1^{er} juin 2021 - relèves bimestrielles



Poursuite du soutien à l'industrie en 2021

Appel à manifestation d'intérêt CORAM :

Soutien de projets de recherche dans filière automobile pour services innovants en matière de mobilité

- *Projets individuels* (> **5 M€** ; > **2 M€** pour PME/ETI)
- *Projets collaboratifs* (> **10 M€**) : PME/ETI/recherche publique/collectivités...

Clôture le 31 août 2021



INVESTIR
**DANS VOS
COMPÉTENCES**

Guichet "Industrie du futur"

- Réouverture du guichet le 03 mai : enveloppe nationale de **175 M€**
- Taux d'accompagnement de **20 %**
- Mêmes activités et mêmes matériels subventionnés qu'en 2020
- Guichet ASP : principe du premier arrivé, premier servi



+ 30 dossiers
déposés

10,24 M€
d'investissement

Plan #1Jeune1Solution



Mme la Directrice de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP)

La situation de l'emploi

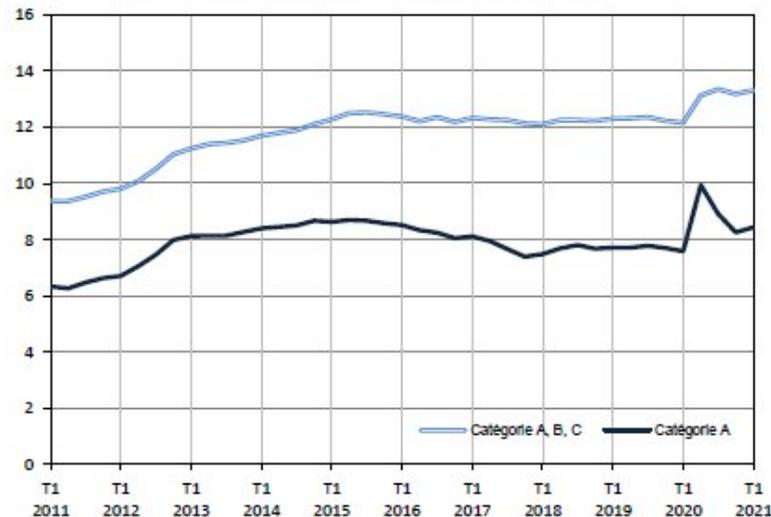
DEMANDE D'EMPLOI en fin de mois
(DEFM) : Données CVS – 1er trimestre
2021

Catégorie A : 8 430 inscrits à Pole Emploi
soit + 2,2 % / trimestre précédent
+ 11,2 % / 1 an

Catégories A,B,C : 13 310 inscrits à PE
soit + 1 % / trimestre précédent
+ 9,5 % / 1 an

Demandeurs d'emploi en catégories A et A, B, C dans le Territoire de Belfort

En milliers, données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

L'emploi intérimaire reprend: + 40,4 % au troisième trimestre 2020 contre - 56,1 % au premier trimestre 2020

Plan #1Jeune1Solution



Mme la Directrice de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP)

1

Sauvegarder les emplois (7,6Md€)
Activité partielle

2

**Les jeunes : garantir à chaque jeune 1 solution
concrète pour l'emploi (6,7Md€)**

3

**Formation professionnelle et orienter vers des
métiers d'avenir (71,9Md€)**

4

**Emplois des personnes en situation d'handicap
(100M€)**

Plan #1Jeune1Solution



Bilan d'étape des aides à l'emploi dans le Territoire de Belfort



<https://www.1jeune1solution.gouv.fr/>



415 demandes d'aide à l'embauche des jeunes validées



Aide exceptionnelle à l'alternance : **680 contrats d'apprentissage et de professionnalisation**



83 prescriptions PEC jeunes en 2020 et 32 en 2021, pour 126 disponibles

Plan #1Jeune1Solution



Aide exceptionnelle à l'Alternance

Secteur privé :

- **5 000€** pour embaucher un alternant < 18 ans
- **8 000€** > 18 ans jusqu'à 29 ans révolus recruté entre le 01/07/2020 et le 31/12/2021



Secteur public:

- **3 000€** pour embaucher un apprenti de 16 à 25 ans révolus jusqu'à 29 ans révolus si en situation d'handicap recruté entre le 01/07/2020 et le 31/12/2021



Plan #1Jeune1Solution



Contrats accessibles pour les demandeurs d'emploi issus de QPV



Via le parcours emploi Compétences Jeunes (PEC) en secteur non marchand CDI ou CDD de 6 à 11 mois maxi, à 20 heures hebdomadaires pris en charge

Un taux de prise en charge majoré pour les jeunes des QPV :
80% prise en charge

Enveloppe : 158
Dont 60 en QPV
32 contrats signés
Dont 6 en QPV

Reste à charge mensuel pour l'employeur : 266€ pour une collectivité

Contact des prescripteurs : Mission locale, Pôle Emploi/Cap Emploi, Conseil départemental (Brsa)



Via les emplois francs +

Si CDI nouvellement embauché < 26 ans : 17 000€ sur 3 ans

Si CDD embauché pour au moins 6 mois < 26 ans : 8 000€ sur 2 ans

Contact des prescripteurs : Pôle Emploi

Service civique



SERVICE CIVIQUE

Une mission pour chacun au service de tous



- Dispositif d'engagement volontaire de 6 à 12 mois des jeunes de 16 à 25 ans ouvert à tous
- Neuf grands domaines éligibles (Solidarité, Sport, Education pour tous, Intervention d'urgence, Culture et Loisirs, Environnement, Santé, mémoire et citoyenneté et Action humanitaire)
- Conditions d'engagement: agrément national délivré par le ministère ou agrément local délivré par le SDJES (12 collectivités dans le Territoire de Belfort)

→ Un service civique, c'est 107€ de reste à charge mensuel pour les structures d'accueil

Nouveaux contrats en 2021 :
52 dans le Territoire de Belfort dont 16 en local et 36 en national

Plan 10 000 jeunes

Le plan « 10 000 jeunes » est une des premières déclinaisons de la réflexion engagée dans le cadre du « Beauvau de la sécurité ». Il s'agit de faire découvrir et impliquer les jeunes dans les métiers de la sécurité et de la protection ainsi que celles et ceux qui les incarnent au quotidien

Durée: jusqu'à la fin de l'année scolaire 2021/2022.

Publics concernés : 10 000 stages, contrats d'apprentissage et autres opportunités pour les collégiens de troisième, lycéens, apprentis et étudiants jusqu'à 26 ans (30 ans pour les personnes en situation de handicap dans le cadre des services civiques)

Actuellement, 8 000 jeunes sont accueillis dans les différentes composantes du ministère sur tout le territoire.

**Partez à la rencontre
de votre **avenir****



Dispositifs proposés:

- stages de troisième
- stages de citoyenneté au sein des cadets de la République de la Gendarmerie nationale
- stages de 6 mois maximum pour les étudiants de BTS, DUT, licence, ou master
- contrats d'apprentissage de 6 mois à 3 ans
- missions de service civique de 6 mois à 1 an

Contact : <https://www.interieur.gouv.fr/Actualites/Communiqués/Plan-10-000-jeunes-Rejoignez-le-ministere-de-l-Interieur>



c. Cohésion sociale et territoriale



Soutien à la cohésion sociale

Mme la Directrice de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP)

Soutien aux associations de lutte contre la pauvreté (100 M€ au niveau national/ 2,15M€ pour la BFC)



AAP " Plan de soutien aux associations de lutte contre la pauvreté"
clôturé le 15/01



PLAN DE SOUTIEN AUX
ASSOCIATIONS DE SOLIDARITÉ

150 000 €

Pour l'accompagnement
psychologique des jeunes stagiaires
des Écoles de la 2^e Chance de
Bourgogne-Franche-Comté



TERRITOIRE DE BELFORT :
DEUX LAURÉATS DU PLAN DE
SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS
DE SOLIDARITÉ

- Ecole de la 2^e chance :
Accompagnement psychologique
des publics
- SAS parcours d'insertion, porté
par la Régie de Quartier de Belfort



Soutien à la cohésion sociale



Mme la Directrice de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP)

Mission locale

Montant global : **880 252 €** pour 2021

- Dont **608 398€** pour l'activité socle comprenant la GJ
- Dont **231 610€** au titre des crédits du plan de relance pour intégrer plus de jeunes en PACEA et plus de GJ

Doublement du nombre de bénéficiaires de la **garantie jeune** en 2021 (objectif : 257 en 2021) pour un renforcement des parcours pour les jeunes éloignés de l'emploi (**43 entrées en 2021**)

CALPAE

Engagement de l'Etat à hauteur de **350K€** et du Conseil départemental à plus de **520K€**

Plan de soutien à l'accueil des animaux abandonnés et en fin de vie (20 M€, 50 K€ pour le 90)



2 lauréats pour un montant de 17 000€ d'aides accordées.

Alimentation locale et solidaire : soutien de projets locaux (40K€ pour le 90)

AAP ouvert du 15 février au 30 avril



APPEL A PROJETS
ALIMENTATION LOCALE
& SOLIDAIRE

40 000 €

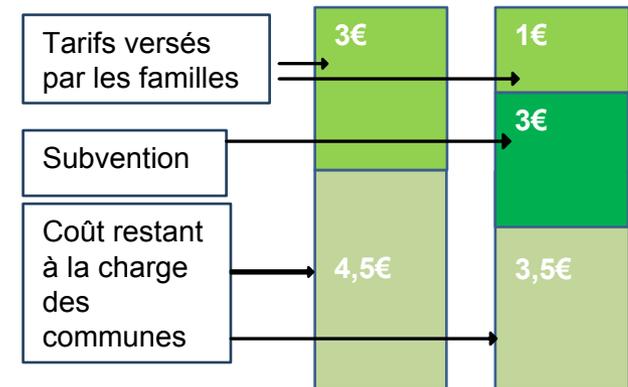
pour soutenir le développement sur le territoire de l'accès aux produits frais et locaux pour les personnes précaires ou isolées.



**2 dossiers déposés pour un montant d'aides demandées
de 54 800€.**

Soutien aux cantines scolaires des petites communes (DDT)

Pour les petites communes et EPCI (élargissement à celles bénéficiant de fraction "péréquation") avec compétence restauration scolaire : liste des communes éligibles sur site de l'ASP
 Guichet ASP - **ouvert jusqu'au 31 octobre 2021**



Mesures - stratégie de lutte contre la pauvreté :

- **Petits déjeuners gratuits** : accompagnement de l'État passé de 1€ à 1,3€ en septembre 2020
- **Cantine à 1€** : extension du périmètre des communes éligibles et augmentation de la participation de l'État (**de 2 à 3€ par repas servi**). Une grille tarifaire avec au mois 3 tranches ($1 \leq$ à 1€ et une $>$ à 1€)



Les enjeux pour 2021

M. le Secrétaire général



Sécur de la Santé - relance de l'investissement :

737M€

destinés aux établissements de santé en BFC

**SÉCUR
DE LA SANTÉ**



pour les investissements du quotidien, dont 22 M€ dès 2021

pour l'investissement dans des projets structurants de BFC

pour la restauration des capacités financières des établissements de santé

Gestion déconcentrée par les ARS.

Dans le Territoire de Belfort, le montant de cette première dotation s'élève à **974 600 €**, qui seront versés à **3 établissements** :



Hôpital privé de la Miotte

65 400 €

Hôpital Nord Franche
Comté

889 200 €

CHSLD du Territoire de
Belfort – Le Chênois

20 000 €

Dotations aux collectivités

M. le Préfet

- Les **DETR et DSIL/DSID (classique et exceptionnelle) déjà engagées**, avec des priorités vers les projets relevant de l'assainissement et de l'eau potable ; des équipements collectifs, des bâtiments publics...



DETR/DSIL + DSIL exceptionnelle

- **Des avances de trésorerie pour les collectivités en difficulté** : compensations des pertes fiscales des communes ; avances DMTO ; avances SMTC...
- **Des remboursements des masques destinés à la population aux collectivités territoriales**

3,9 M€

586 K€

DSIL classique 2021 : 20 dossiers retenus

Montant DSIL	Coût total opérations	Base subventionnable opérations
1 148 243,00 €	8 678 573,00 €	8 379 473,00 €

DSIL rénovation énergétique 27 dossier retenus

Montant DSIL	Coût total opérations	Base subventionnable opérations
1 494 400,00 €	8 039 753,00 €	4 860 692,00 €

GIROMAGNY

CCVS

Réhabilitation de l'ancien siège de la Com com pour installation de la maison de santé.

DSIL 2021: 100 000€

DETR: 75 000€



ETUEFFONT

Réaménagement d'anciens bâtiments sur le site des paralysés de France.

+ de 500 000€ de subvention versé en totalité

DSIL 2020: 266 157€

DSIL 2021: 150 000€



VALDOIE

Réhabilitation énergétique d'un bâtiment communal en vue de la création d'une maison France Service

DSIL: 30 000€



Sources :
©IGN, DDT 90

VEZELOIS

Remplacement des générateurs de chauffage pour l'école et la salle multi-activités

DSIL 2021: 100 000€



Petites villes de demain

M. le Secrétaire général

Cible les collectivités <20 000 hab avec une fonction de centralité

Pour le 90 :

Delle, Beaucourt et Grandvillars avec la CCST

Giromagny avec la C CVS

Objectifs : soutenir et faciliter les dynamiques de transitions des territoires et renforcer leur fonction de centralité via un accompagnement sur mesure

Calendrier en deux phases :

1 Convention d'adhésion : modalités d'élaboration du projet de territoire et engagement des parties --> **en cours de finalisation**
=> déclenche l'éligibilité au dispositifs de soutien à l'ingénierie

2 Dans 18 mois au plus : convention valant opération de revitalisation du territoire: mise en œuvre du projet de territoire



Enjeux pour 2021

M. le Secrétaire général de la Préfecture

Volontariat territorial en administration (VTA) :

Aide à l'ingénierie pour les collectivités rurales, EPCI, PETR, Association, etc à travers des missions de **12 à 18 mois** de jeunes travailleurs d'au moins bac+2 (entre 18 et 30 ans)

Tout appui en ingénierie susceptible de bénéficier à des collectivités est éligible.

Le contrat "VTA" prend la forme d'un CDD (au moins 75% en temps plein)

Subvention forfaitaire de l'Etat de **15 000 €** par VTA.

Première période de recrutement (200VTA) : **1er avril au 30 juillet**, via ANCT

Enjeux pour 2021



Favoriser l'inclusion numérique et la numérisation des collectivités :

- Aider au recrutement et à la formation des **conseillers numériques** :

6 Conseillers Numériques répartis dans 5 structures dans le Territoire de Belfort

Financement

50 000€ sur 2 ans pour les collectivités
Acteur à statut privé: **32 000€/ contrat de travail** (min 18 mois)
40 000€ / contrat de travail (min 24 mois)

Soutien des projets de transformation numérique des collectivités

- **AAP National** : co-financement jusqu'à 50% (département)
- **AAP Territorial** : pour ingénierie de transformation (jusqu'à 100%).
 - Guichet en ligne ouvert. CT de petite ou moyenne taille.
 - 1ère enveloppe territorial pour le développement de services numériques/ formation des agents des collectivités locales: **297 000€**.



d. Transition écologique

Rénovation énergétique

M. le Secrétaire général



Engager les DSID/DSIL énergétiques :

DSID énergétique 2021

1 789 000€

6 dossiers

DSIL énergétique 2021

1 494 400€

27 dossiers

Rénovation énergétique des logements locatifs sociaux : **1 projet retenu** (liste complémentaire) et **7 identifiés** pour 2021-2022

Rénovation énergétique des bâtiments de l'Etat : **5 642 361€**

Un accompagnement en réseau des collectivités territoriales



Rénovation énergétique des bâtiments de l'État



Rénovation globale et réhabilitation lourde de l'UTBM

4,9 M€

Rénovation de menuiseries extérieures en Préfecture (bâtiment 1 et 5) :

40 047 €

Remplacement des menuiseries extérieures (fenêtres de toit) en DDT :

48 359 €

Remplacement des luminaires existant par des luminaires LED en DDT :

44 403 €

Remplacement des luminaires existant par des luminaires LED en DDCSPP:

15 845 €

Remplacement des luminaires existant par des luminaires LED en Préfecture:

34 392 €



Rénovation énergétique

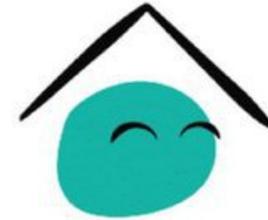
M. le Directeur départemental des territoires

Ma Prime Renov'

Qu'est-ce que c'est ?

→ Une aide pour réaliser des travaux de rénovation énergétique

Dispositif lancé le 1^{er} janvier 2020



maprimerenov'

Mieux chez moi, mieux pour la planète

En 2021, au 23 avril :

365 particuliers bénéficiaires
dans le Territoire de Belfort (*contre 316 sur 2020*)

4 M€ de travaux dont 1,2 M€ d'aides d'État
(*contre 4,48 M€ de travaux dont 1,91 M€ d'aides d'État pour 2020*)

www.maprimerenov.gouv.fr/

Environnement

M. le Directeur départemental des territoires

AAP « Aménagements cyclables » (Fonds mobilités actives) :

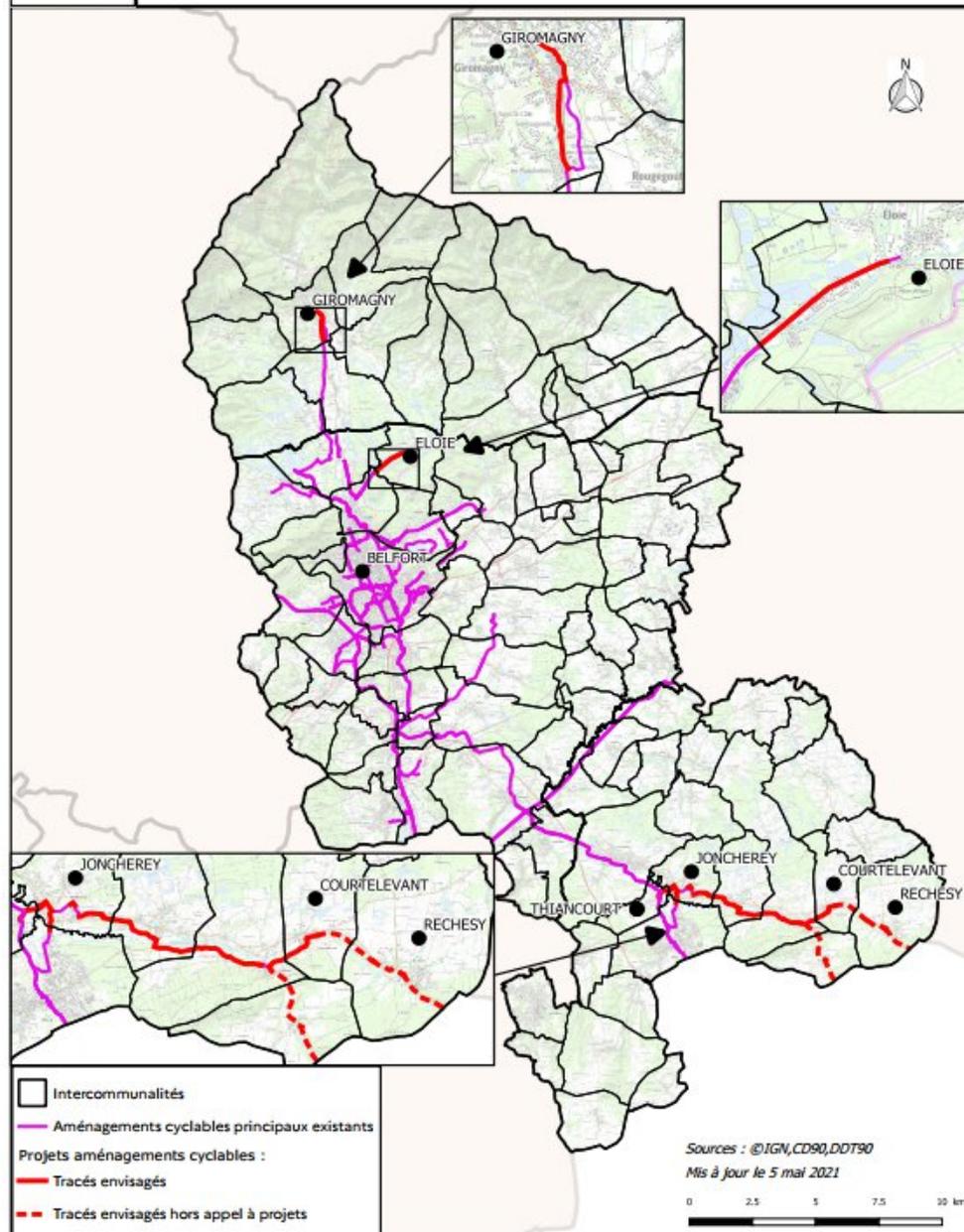
- **CD90** : liaison cyclable Thiancourt-Courtelevant : **969K€**
- Commune d'**Eloie** : **345K€**
- Commune de **Giromagny** : **504K€**

Montant de subvention : **1,8M€**



L'ÉTAT ACCOMPAGNE 3 PROJETS TERRIFORTAINS À HAUTEUR DE PRÈS DE 2M€.

- Département du Territoire de Belfort : liaison cyclable Thiancourt - Courtelevant.
- Commune d'Éloie : voie verte le long de la RD23 (liaison centre bourg - Valdoie).
- Commune de Giromagny : liaison entre le centre-ville et la voie verte départementale.



Projet alimentaire territorial



Des enjeux sociaux, environnementaux et économiques locaux



LE PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL 90

LAURÉAT DE L'APPEL A PROJET LANCE PAR LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

Un projet, porté par le Département du Territoire de Belfort en partenariat avec la Chambre interdépartementale d'Agriculture, pour une approche plus globale du système alimentaire permettant l'accès à tous à une nourriture de qualité.



Des actions développées depuis plusieurs années pour promouvoir l'agriculture de proximité

Un projet pour lutter contre la précarité alimentaire, réduire le gaspillage, éduquer les plus jeunes, renforcer, diversifier et sécuriser l'approvisionnement local

Montant du projet d'élaboration du PAT : **109 362,18 €**

Subvention : **55 553 €**

Environnement

M. le Directeur départemental des territoires

Haies: AAP régional « Accompagnement des projets de plantations » : 2 lauréats dans le 90.



- Chambre d'Agriculture (25-90) pour un montant de **25 000€**
- France Nature Environnement (25-90) pour un montant de **3 600€**

AAP en cours :

- **Fonds friches** : **7 M€** en région BFC sur 2 ans.

1 dossier déposé dans le Territoire de Belfort pour un montant de financement de **967K€** : les Fontenailles

Accompagnement de la friche Teen de Rougement le Château par l'ANCT (marché d'ingénierie, financement à 100%)

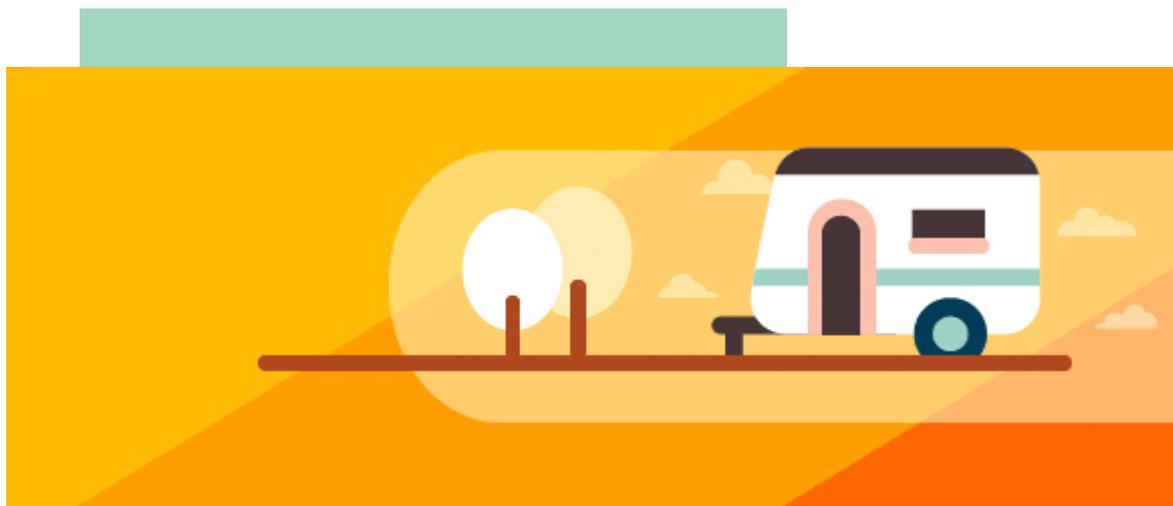
Aire d'accueil des gens du voyage



- **Réhabilitation des aires d'accueil des gens du voyage : 20 M€.**

3 opérations proposées par CCST : 1 projet retenu en liste principale (Grandvillars), 2 en liste complémentaire (Delle et Beaucourt)

215 948€ devis de la CCST par aire, subvention de **4573€** par emplacement, **45 735 €** de subvention par aire.



AAP en cours (suite):

- **Agriculture** : projets d'investissements dans le cadre des PAT - **4,3 M€** pour la région BFC (fin : 31/10/2021). *11 dossiers déposés, 1 dans le 90*
Conversion agro équipements pour le 90, *14 dossiers* pour **166 896,97 €**
Plan protéines amont / agro équipement, un 2e AAP qui ouvrirait mi mai.
- **Filière pêche et aquaculture** : **25 M€** au niveau national (fin : 30/04/2021 puis 31/08/2021). *Un dossier identifié* (lycée de Valdoie - aquaponie expérimentale)
- **Jardins partagés** : **50 K€** pour le 90.
6 dossier déposés
- **Programme national ponts** : *77 communes éligibles dans le 90, 25 réponses positives*

3 projets pour le quartier des Résidences dans le cadre de l'ANRU

- Requalification thermique de *40 logements* de TH situés boulevard Anatole France (**budget total : 1,250M€**)
- Acquisition et démolition des *320 garages* rue de Londres actuellement à TH (**budget total : 542 000€**)
- Restructuration de l'école maternelle Rucklin (**budget total : 856 650 €**)

Volet forestier



M. le Directeur d'agence Nord Franche-Comté de l'Office National de Forêts

Renouvellement forestier

- Des forêts impactées par les sécheresses, nécessité de les adapter au changement climatique
 - Le plan de relance subventionne à un taux de **60-80%** le investissements du projet (sur barème)
 - Dépôt des dossiers de subvention auprès des services de la DDT
- Office National des Forêts peut intervenir pour les collectivités (ATCD/ATDO) => Devis établis par l'ONF

Origine	Surface à reconstituer
Autres facteurs biotiques	76,58
Chalarose	111,09
Scolytes	257,87
Sécheresse ou canicule	78,40
Tempête	13,92
Total général	537,86

Nombre de forêt par Surface à reconstituer			
Total	<2 ha	2 à 5 ha	> 5 ha
64	15	21	28



Office National des Forêts

État actuel d'avancement

Contact pris avec les 10 communes les plus touchées (> 5 ha)
Surface à reconstituer d'environ 90 ha, volume de subvention **400k€**

6 communes ont donné un accord de principe => début d'étude, édition devis pour environ 40 ha

Afin de respecter les engagements vis-à-vis du financeur (dépôt dynamique des dossiers, 1ère échéance fin juin), il est nécessaire que les collectivités se positionnent rapidement

Élargissement aux communes moins touchées

→ **Les moyens non consommés seront redéployés à d'autres opérateurs (reconstitution en forêt privée)**

Les projets biodiversité dans le 90 :

RNN Ballons Comtois : Remise en état et amélioration de la délimitation du périmètre de la réserve naturelle (bornage ; panneaux de signalisation...)	70/90	PNR Ballon des Vosges/ONF	40 000	40 000
Mise en œuvre du PNA Grand-tétra : travaux forestiers pour améliorer l'habitat du Grand-tétra	90-70	PNR Ballons Vosges	40 000	40 000



Accompagner la transition écologique des entreprises



Représentant de l'ADEME

1. Décarbonation de l'industrie 1,2 Md€

600 M€ : Soutien à l'investissement pour l'efficacité énergétique et la transformation des procédés (clôture en mai puis octobre 2021)

600 M€ : Soutien à la chaleur décarbonée (2nd AAP à venir)

2. Tremplin pour la transition écologique des TPE-PME

45 M€

- **Demande (30 M€)** : Soutien aux études et aux investissements pour les TPE-PME (aides forfaitaires)
- **Offre (15 M€)** : Soutien des PME à l'industrialisation et la commercialisation des solutions innovantes avec externalités positives pour l'environnement (aide forfaitaire)

7 dossiers déposés, 2 subventions attribués : AXONE-SPADONNE **5000€**

LOCA Travaux Eurl **16 400€**

Wasserstofftankstelle
nur geeignet für Tanktyp 1-2 (grün)

H₂

H₂

FOCUS SUR LA FILIÈRE HYDROGENE

Filière H2



M. le Préfet du Territoire de Belfort

Projets structurants pour le Territoire soutenus par l'État

H2SYS	Groupes électrogènes	Territoires d'industrie (800 K€)	Maugis
MAUBOUSSIN	Avion H2	Fonds de modernisation aéronautique (800 K€) PIA3 (400 K€)	
ISTHY	Centre d'essai et certification	TI (1,6 M€)	Maugis
STATION H2 NFC + LIZE	Station de production et distribution H2 + bus H2	Présélectionné AAP ADEME écosystème	
TERRITOIRE HABITAT	Logements H2	TI (705 K€)	
SMART TERRITOIRE	Amélioration de l'efficacité énergétique	TI (50 K€)	

+ Un écosystème dynamique d'enseignement et recherche :
UTBM, UFC/FEMTO-ST, Mobicampus...

Station H2 NFC

M. le Préfet du Territoire de Belfort



Création d'une station multimodale de production et distribution d'hydrogène (mobilité et industrie) à Danjoutin

+

Projet LIZE - acquisition d'une flotte de bus H2 par SMTC



Préselectionné pour l'AAP Écosystèmes territoriaux
porté par l'**ADEME** parmi **7 lauréats nationaux** sur **17 projets déposés**

Un **IPCEI** (*Important Projects of Common European Interest*) = soutien des projets jugés essentiels pour la compétitivité de l'Europe. En pratique, il autorise les États membres à financer des initiatives au-delà des limites habituellement fixées par la réglementation européenne.

PIIEC MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RELANCE

Avances remboursables, prêts, garanties d'emprunt ou de subventions jusqu'à 100% des dépenses éligibles

Démarrage AMI **30/06/2021**



faurecia



**PRÉFET
DU TERRITOIRE
DE BELFORT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

2. Perspectives : Accords et contrats de relance



Accord départemental de relance

Principe : L'accord départemental de relance exprime et consacre l'**ambition commune** des parties d'apporter une réponse puissante et **territorialisée** aux conséquences de la crise pour **traduire dans les actes**, les objectifs du plan de relance sur le territoire, de manière rapide et efficace afin de démultiplier l'effet de levier des financements publics.

↳ Le soutien renforcé du secteur économique et de l'emploi en plaçant au cœur de leurs actions les objectifs du plan de relance national: **Transition écologique, Compétitivité, Cohésion sociale et territoriale.**

↳ La participation au déploiement du plan de relance par l'accompagnement des projets mis en œuvre par d'autres acteurs locaux (intercommunalités, communes) sur le territoire dans un principe de solidarité territoriale.

↳ Des engagements adaptables à tout moment pour tenir compte des évolutions de la situation locale ou des conditions de mise en œuvre du plan de relance.

Calendrier prévisionnel
Voté le 14 avril- Pas encore signé

Engagements 2021: 4,121M€

Accord départemental de Relance

Principaux axes et projets structurants :

Les 3 axes structurants



ÉCOLOGIE

Principales mesures

La transition écologique par la rénovation énergétique des bâtiments, le renforcement des mobilités douces, l'aménagement et l'entretien des sites naturels accueillant du public, la préservation de la biodiversité, la prévention des risques environnementaux et la valorisation de l'agriculture locale.

- **143k€** (**113 046€** DSID, **30 000€** AERMC) pour l'aménagement de l'étang et la rénovation du barrage de Malsaucy
- La rénovation thermique des gymnases en cofinancement DSIL (rénovation thermique) / Crédits de l'Agence nationale du sport



COMPÉTITIVITÉ

Principales mesures

L'amélioration du réseau routier dans le respect des exigences environnementales, l'amélioration de l'accès à la culture, la transformation et l'inclusion numérique



COHÉSION SOCIALE

Principales mesures

L'amélioration de la résilience sanitaire, le soutien à l'emploi.
→ Soutien à la régie de quartier: AAP Associations de lutte contre la pauvreté Subvention DREETS (15 ETP)

Contrats de relance et de transition écologique (CRTE)

Signature de trois contrats avec les 3 EPCI (CCVS, GBCA, CCST)

- **Protocole de relance 2021-2022** : signature avant le **30 juin 2021**
- **CRTE 2021-2027** : signature avant le **31 décembre 2021**

↪ Simplifier les outils contractuels Etat/EPCI (PVD, contrats de ruralité, etc.)

↪ Accélérer la transition écologique- Elaboration d'un projet de territoire

Démarches engagées:

- Rencontre Etat / collectivité sur chaque territoire pour engagement dans la démarche
- Réunions avec les collectivités pour élaborer le protocole : le *6 mai avec la CCST et le 7 mai avec la CCVS*
- Mise à disposition par l'ANCT d'un bureau d'études pour préparer l'élaboration du projet de territoire de la CCST : réunion de lancement de la prestation *semaine 20*

➔ **A venir: envoi d'un kit et d'un récapitulatif des outils mobilisables**



**PRÉFET
DU TERRITOIRE
DE BELFORT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

3. Temps d'échanges





**PRÉFET
DU TERRITOIRE
DE BELFORT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE LA RELANCE

www.relance90.fr